



Communiqué de presse

Mercredi 18 février 2026

Ukraine : le groupe Les Démocrates dépose une proposition de résolution pour une fermeture ciblée du ciel ukrainien

Alors que le second round de négociations entre la Russie et l'Ukraine, sous médiation américaine à Genève, s'achève sans avancées décisives, l'évidence s'impose : **pendant que les discussions piétinent, les frappes continuent et les civils restent en première ligne**, démontrant une fois de plus que Vladimir Poutine n'est en aucun cas disposé à s'engager dans un processus de paix. Dans ce contexte, l'Europe, et en particulier les États membres de la coalition des volontaires, ne peut pas être reléguée au rôle de spectatrice.

À l'initiative de Frédéric Petit, député des Français établis en Allemagne, Europe centrale et dans les Balkans, le groupe Les Démocrates a déposé une **proposition de résolution visant à soutenir la fermeture du ciel ukrainien**, au moins de manière partielle et ciblée, afin de protéger concrètement les populations et les infrastructures civiles, en particulier au-dessus des grandes agglomérations et sur une partie de l'ouest du territoire éloignée du front.

Cette démarche s'inscrit dans une logique de protection et de dissuasion, non d'escalade : il s'agit de réduire la capacité de nuisance des frappes aériennes et des drones contre des zones civiles, de préserver la résilience du pays et d'envoyer un signal clair que l'Europe est prête à prendre encore davantage ses responsabilités en renforçant son soutien au peuple ukrainien face à l'agresseur russe.

« À Genève, on négocie ; en Ukraine, on subit. Notre responsabilité est d'être prêts à agir utilement, avec des mesures défensives, proportionnées et immédiatement protectrices. La France, au sein de la coalition des volontaires, doit porter cette exigence », déclare Frédéric Petit.

Par cette proposition de résolution, le groupe Les Démocrates appelle la France à peser, avec ses partenaires européens, pour que des mesures opérationnelles de protection de l'espace aérien ukrainien soient mises à l'étude et mises en œuvre, sans attendre un hypothétique déblocage des discussions.